



## Le Qatar face à la rivalité sino-américaine

### Les dilemmes d'une monarchie du Golfe

Jean-Loup SAMAAAN

#### ► Points clés

- Le Qatar se trouve de plus en plus confronté à une délicate équation : si le futur de son économie est tourné vers la Chine, la sécurité et la stabilité du pays restent fondées sur sa dépendance stratégique envers les États-Unis.
- L'intensification des échanges économiques entre le Qatar et la Chine s'est logiquement traduite sur le plan diplomatique et, plus discrètement, sur le plan militaire.
- Doha n'a pourtant pas opéré une bascule stratégique vers Pékin. Le volume de ventes d'armes chinoises en direction du Qatar reste loin derrière celui des deux principaux fournisseurs de l'armée qatarie, les États-Unis et la France.
- Contrairement à ce que suggère une lecture rapide des tendances géopolitiques, la relation qatarie-américaine ne s'est pas érodée mais au contraire renforcée au cours des dernières années.

## Introduction

En mars 2009, l'ancien émir du Qatar, Cheikh Hamad ben Khalifa al Thani affirmait : « la Chine arrive, l'Inde est en chemin, la Russie suit derrière et je ne sais pas si l'Amérique et l'Europe seront toujours aux commandes<sup>1</sup> ». L'annonce aux accents prophétiques mettait en perspective les changements à l'œuvre dans les relations des monarchies du Golfe avec les grandes puissances. Comme l'ensemble de ses voisins de la péninsule arabique, le Qatar se trouve de plus en plus confronté à une délicate équation : si l'avenir de son économie est tourné vers l'Est, et plus spécifiquement vers la Chine, la sécurité et la stabilité du pays restent fondées sur sa dépendance stratégique envers les États-Unis. Une telle situation semble *a priori* tenable, si ce n'est qu'au cours de la décennie écoulée la relation entre Pékin et Washington s'est gravement détériorée et pousse de plus en plus les alliés des États-Unis, en Asie, en Europe, mais aussi dans le monde arabe, à faire un choix.

Pour l'instant, chacun des membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG) a répondu à ce dilemme en l'esquivant au maximum, voire en l'ignorant. Tourner le dos aux opportunités qu'offre la Chine est d'autant plus difficile que les décideurs qataris, comme leurs homologues des pays voisins, ont observé avec crainte les remous de la politique régionale américaine et en particulier, la volonté toujours plus affirmée des États-Unis de se désengager du Moyen-Orient. En septembre dernier, peu de temps après un calamiteux retrait des forces américaines d'Afghanistan, le Pentagone annonçait retirer ses missiles *Patriot* d'Arabie Saoudite, alors même que le Royaume faisait face à des attaques balistiques des Houthis au Yémen<sup>2</sup>. Le geste a un peu plus alimenté l'idée que Washington n'a désormais plus que la zone indopacifique en ligne de mire.

Cette perception, d'une part d'une montée en puissance inexorable de la Chine, et d'autre part d'un déclin avancé de l'Amérique, alimente logiquement les réflexions de Doha, comme des autres capitales du Golfe, sur la nécessité d'un rééquilibrage de sa politique étrangère en direction de Pékin.

Fidèle à son objectif de diversifier ses partenariats politiques, Doha a donc pris soin d'élargir le cadre de ses échanges avec la Chine. Longtemps réduite à la question de la dépendance énergétique chinoise, la relation entre les deux pays s'est étoffée et le rapprochement se manifeste non seulement par une croissance des échanges commerciaux et des investissements mutuels, mais aussi par le lancement de projets touchant parfois au domaine le plus sensible, la sécurité.

Toutefois, l'étude détaillée de la relation sino-qatarie, et surtout sa comparaison avec celle qu'entretiennent Doha et Washington, témoigne d'une réalité plus ambivalente. Pour l'heure, le Qatar profite autant que possible des opportunités économiques avec la Chine mais

---

1. « Emir Warns of Another Iraq if Sudan Sinks into Chaos », *Gulf Times*, 31 mars 2009.

2. « U.S. Pulls Missile Defenses in Saudi Arabia amid Yemen Attacks », Associated Press, 9 septembre 2021.

reste encore dans l'expectative sur le plan stratégique. Le pays n'a pas été aussi loin que l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) dans la densification de ses liens avec Pékin ; et il n'a cessé, depuis 2017, de renforcer sa dépendance militaire vis-à-vis des États-Unis.

## La Chine, clé de voûte de la croissance qatarie

Le dossier énergétique est encore aujourd'hui au cœur de la relation entre Doha et Pékin. Répondant aux vastes besoins de la Chine en matière de gaz naturel (la hausse entre 2017 et 2023 est estimée à 60 %), le Qatar est devenu depuis 2017 son principal fournisseur en matière de gaz naturel liquéfié, représentant 35 % des importations chinoises dans le domaine<sup>3</sup>. La complémentarité se développe aussi sur le plan de l'exploitation, avec au premier semestre 2021 un rapprochement entre Qatar Petroleum et les firmes PetroChina et Sinopec dans les projets d'expansion du champ gazier North Field<sup>4</sup>.

Les échanges économiques entre les deux pays touchent également à d'autres secteurs, à commencer par celui des infrastructures. Comme ses voisins émiriens et saoudiens, Doha entend se présenter comme un partenaire régional de la Chine dans le cadre de la Belt & Road Initiative (BRI). Un accord de coopération entre les deux pays sur le dossier de la BRI a été signé dès 2014 et les plans qataris de modernisation et de diversification, communiqués *via* la « Qatar National Vision 2030 », entendent attirer les investisseurs chinois dans ce cadre.

La Chine a aussi été associée dès 2011 au projet de développement du nouveau port Hamad, qui doit à terme remplacer l'actuel port de Doha. La China Harbor Engineering Company a remporté un contrat de 879 millions de dollars pour lancer les travaux<sup>5</sup>. Par ailleurs, la China Railway Construction Corporation s'est vu confier la construction du gigantesque stade Lusail dont la livraison est prévue pour la tenue de la Coupe du monde de football en 2022. Durant la même période, le fonds souverain qatari, la Qatar Investment Authority, a accru ses investissements en Chine. En 2014, l'entité a signé un accord avec la firme chinoise CITIC Group Corp pour lancer un fonds commun de 10 milliards de dollars afin d'investir sur les marchés asiatiques<sup>6</sup>. Enfin, comme l'ensemble des monarchies du CCEAG, le Qatar a sélectionné en 2017 Huawei pour déployer, aux côtés de l'opérateur local Ooredoo, le réseau 5G sur son territoire – et ce malgré les réserves américaines, effectivement transmises à Doha.

---

3. M. Zulfikar Rakhmat, « The Belt and Road Initiative in the Gulf: Building "Oil Roads" to Prosperity », Middle East Institute, 12 mars 2019, disponible sur : [www.mei.edu](http://www.mei.edu).

4. M. Xu et C. Aizhu, « Qatar Pivots to LNG-hungry China in Strategy Shift », Reuters, 12 mai 2021, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com).

5. « China Harbour and Engineering Wins Doha Port Deal », *Construction Week*, 15 mars 2011, disponible sur : [www.constructionweekonline.com](http://www.constructionweekonline.com).

6. « Qatar Investment Authority, China's Citic Group Form \$10B Joint Fund », *Wall Street Journal*, 4 novembre 2014, disponible sur : [www.wsj.com](http://www.wsj.com).

Le volume des échanges commerciaux bilatéraux a, dans les faits, explosé en l'espace de deux décennies, passant de 50 millions d'euros en 1988 à 10 milliards en 2020<sup>7</sup>. La Chambre de commerce et d'industrie du Qatar a lancé de nombreuses initiatives pour consolider cette tendance. Elle organise chaque année depuis 2015 une exposition « Made in China » devant permettre aux sociétés chinoises de gagner en visibilité sur le marché local. Elle a par ailleurs signé des accords de coopération avec plusieurs entités chinoises, notamment la Chambre de commerce international pour la route de soie, opérant depuis Hong Kong.

---

## La coopération qatarie avec la Chine prend aussi une dimension militaire

---

L'intensification de ces relations économiques s'est logiquement traduite sur le plan diplomatique, par une augmentation des consultations et des visites politiques. Doha a par le passé hébergé les rencontres ministérielles du Forum de coopération entre la Chine et les États arabes. Depuis son accession au trône en 2013, Cheikh Tamim a voyagé à deux reprises en Chine (en 2014 et 2019).

Enfin, la coopération qatarie avec la Chine prend aussi une dimension militaire, relativement discrète. Un accord de coopération en matière de contre-terrorisme a été signé en 2017.

Annoncé peu de temps après l'imposition d'un blocus au Qatar par ses voisins saoudiens, émiriens et bahreïnais au nom d'un présumé soutien qatari au terrorisme international, le document avait pour principal intérêt de signaler que Doha pouvait compter sur le soutien de grandes puissances telles que la Chine. En décembre de la même année, lors des célébrations de la fête nationale, les premières sous blocus, l'armée qatarie a déployé le missile balistique chinois de courte portée SY-400. La démonstration a surpris, révélant l'existence d'un transfert d'armement qui n'avait pas été rendu public jusqu'alors<sup>8</sup>. Sur le plan militaire, le déploiement du SY-400 entend alors clairement envoyer un message à l'Arabie Saoudite (qui s'était elle-même procuré des missiles balistiques chinois dans les années 1980<sup>9</sup>) et aux EAU, au moment où les spéculations sur un scénario d'invasion du Qatar par ses voisins circulent intensément dans la région.

Tous ces éléments pourraient ainsi nous conduire à conclure à une trajectoire claire dans le rapprochement entre le Qatar et la Chine. La logique de celui-ci serait évidente : prenant acte de la montée en puissance de Pékin vis-à-vis de Washington, Doha prendrait soin d'étouffer ses liens avec la nouvelle grande puissance. Néanmoins, l'analyse montre que si cette trajectoire est bien à l'œuvre au niveau économique, elle est encore loin de dominer sur le plan politique.

---

7. M. Ibrahim, « Qatar Sees a 22 % Growth in Trade Exchange with China », *Doha News*, 25 mai 2021, disponible sur : [www.dohanews.co](http://www.dohanews.co).

8. M. Seneor, « Qatar Displays Chinese Missile », *Arms Control Association*, mars 2018, disponible sur : [www.armscontrol.org](http://www.armscontrol.org).

9. L'Arabie Saoudite s'est dotée en 1988 de missiles balistiques chinois Dongfeng-3. Elle ne les a déployés publiquement qu'en 2014 lors d'une démonstration militaire.

## Doha dans l'expectative d'un rapprochement politique avec Pékin

Au-delà des déclarations élogieuses des officiels qataris et chinois sur la vigueur des liens entre les deux pays, Doha n'a pas opéré une bascule stratégique vers Pékin. Plusieurs éléments témoignent de la prudence encore à l'œuvre dans le rapprochement. En premier lieu, la coopération en matière de sécurité reste, à proprement parler, extrêmement modeste. En dépit des spéculations qui ont entouré l'accord de coopération en matière de contre-terrorisme en 2017, celui-ci n'a semble-t-il pas pour l'heure entraîné d'actions poussées.

Par ailleurs, si le déploiement du SY-400 à Doha a attiré les regards des observateurs étrangers, au-delà de ce coup d'éclat, la Chine ne joue guère de rôle dans la politique d'armement qatarie. Selon les données collectées par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), le volume de ventes d'armes chinoises en direction du Qatar sur la période 2010-2020, s'élevait à 118 millions de dollars, loin derrière celui des deux principaux fournisseurs de l'armée qatarie, les États-Unis (3 325 milliards) et la France (2,1 milliards). Les principaux achats de l'armée qatarie après la mise en place du blocus

---

### Doha n'a pas opéré une bascule stratégique vers Pékin

---

de 2017 ont porté sur du matériel occidental (commande de 24 avions *Typhoon* et 12 *Rafale* à l'automne de cette même année). Doha n'a pas procédé à l'achat de drones armés chinois – du moins publiquement – comme ont pu le faire durant cette même séquence l'Arabie Saoudite et les EAU. À titre de comparaison, la Chine a vendu 205 millions de dollars de matériel de guerre à Riyad et 166 millions à Abou Dhabi – des montants supérieurs bien qu'eux-mêmes déjà assez modestes.

Le décalage entre la perception intuitive d'une Chine de plus en plus présente dans la péninsule arabique et la réalité que traduisent les chiffres conduit donc à pondérer les attentes vis-à-vis du rapprochement sur le plan stratégique en ce qui concerne le Qatar.

L'équivoque plane également dans le domaine diplomatique. La Chine entend se positionner dans la région comme un acteur prônant la stabilité *via* la non-ingérence dans les affaires intérieures. Une telle posture séduit logiquement les monarques de la péninsule arabique lassés de devoir donner des gages aux administrations américaines sur leurs progrès en matière de droits de l'homme. Or, cette convergence dans la méthode entre pays du Golfe et la Chine de Xi Jinping a ses limites. À cet égard, le traitement des Ouïghours est un exemple révélateur de la prudence avec laquelle Doha aborde sa relation avec Pékin. Comme de nombreux pays de la région cherchant à établir des liens de confiance avec la Chine, le Qatar s'est dans un premier temps borné à soutenir la thèse officielle chinoise concernant cette minorité musulmane qui fait l'objet d'une surveillance étroite. Au début du mois de juillet 2019, une lettre signée par 22 pays (dont la France) a été transmise au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, dénonçant les détentions arbitraires et autres violations de droits perpétrées par Pékin dans la région du Xinjiang. Quelques jours



plus tard, une seconde lettre, défendant cette fois-ci le gouvernement chinois, a été émise par une cinquantaine de pays ; le Qatar l'a signée, aux côtés de l'ensemble des pays du CCEAG. Pourtant, six jours plus tard, Doha revient sur son engagement et retire son nom de la lettre soutenant Pékin. Face aux interrogations que cette volte-face suscite, l'ambassadeur qatari auprès des Nations unies explique que l'esprit de la lettre de soutien au régime chinois aurait pu compromettre la volonté de neutralité exprimée par son pays. En parallèle, la chaîne qatarie Al Jazeera couvre amplement la crise en reprenant les accusations de génocide des Ouïghours et donne régulièrement la parole aux humanitaires et activistes sur le terrain. *A contrario*, les médias saoudiens et émiriens restent pour la plupart silencieux sur la question.

Ces éléments témoignent de l'ambivalence avec laquelle Doha semble pour l'heure envisager ses relations avec Pékin. Si rapprochement il y a, il se cantonne pour le moment essentiellement aux affaires. Il coïncide en outre avec une autre tendance, qui semble la contredire : le renforcement des relations du Qatar avec les États-Unis.

## Le Qatar toujours dans l'orbite américaine

Si le rapprochement avec la Chine doit permettre une diversification des partenariats de Doha, le pouvoir qatari n'a pas pour autant tourné le dos aux États-Unis qui restent l'allié essentiel du pays.

Sur le plan commercial, le volume des échanges est inférieur à celui enregistré avec la Chine, mais fait tout de même des États-Unis l'un des partenaires économiques incontournables du Qatar – avec 7 milliards d'euros en 2019.

Mais c'est surtout dans le domaine stratégique que l'on peut constater encore aujourd'hui une forte asymétrie dans les relations qu'entretient Doha avec les deux grandes puissances. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, à commencer par ceux des échanges politiques. Si comme nous le disions plus haut, l'émir Tamim a visité deux fois la Chine depuis 2013, il s'est rendu à quatre reprises aux États-Unis durant la même période (deux fois en 2015, puis 2018 et 2019).

Comme les autres petits États du Golfe apparus au lendemain du retrait du Royaume-Uni de la région, dans les années 1960 (Koweït, Bahreïn, EAU), le Qatar a historiquement cherché à Washington un substitut à son ancienne tutelle britannique. Cette proximité s'est confirmée au lendemain de la Guerre du Golfe de 1990-1991, qui a amplifié la présence militaire américaine dans le Golfe. Un accord de coopération de défense a été signé entre Doha et Washington en 1992, et renouvelé une première fois en 2013 pour une période de dix ans. Plus important encore, le Qatar abrite depuis 2002 le quartier général avancé du *Central Command*, ainsi que la principale base aérienne américaine (à Al Udeid) pour le Golfe persique. À ce titre, plus de 10 000 soldats américains sont encore aujourd'hui déployés sur le sol qatari, un contingent qui à lui seul représente plus de la moitié de l'armée qatarie et ses 16 500 troupes...

Contrairement à ce que suggère une lecture rapide des tendances géopolitiques, la relation qatari-américaine ne s'est donc pas érodée mais au contraire renforcée au cours des dernières années. La raison est en fait à chercher moins du côté de Pékin que de l'évolution du voisinage direct de Doha. La mise en place du blocus par l'Arabie Saoudite, les EAU et le Bahreïn en juin 2017 a fait naître de véritables craintes sur une invasion du pays, et Doha s'est tourné vers Washington pour prévenir toute escalade. Il s'agissait ainsi de contrecarrer l'isolement du Qatar orchestré par Riyad et Abou Dhabi en renforçant la présence militaire américaine au sein du pays.

Si la Maison-Blanche de l'ancien président Donald Trump entretenait des liens étroits avec les cercles saoudiens et émiriens, l'émir Tamim s'est appuyé sur ses relations personnelles avec le secrétaire américain à la Défense de l'époque, James Mattis (ancien chef du *Central Command*), et avec le secrétaire d'État Rex Tillerson, ancien dirigeant de la compagnie pétrolière Exxon. Pour Tamim et son entourage, seule la réaffirmation du

soutien américain à Doha pouvait vraiment empêcher une invasion. Dans les mois qui ont suivi l'ultimatum saoudo-émirien, Tillerson et Mattis ont joué un rôle clé pour afficher la neutralité américaine vis-à-vis du contentieux au sein du CCEAG. Ils se sont par ailleurs considérablement investis pour formaliser un « dialogue stratégique » avec le Qatar. Celui-ci s'est tenu pour la première fois en janvier 2018 et a servi avant tout à symboliser la solidité des échanges politiques.

---

## Doha a joué un rôle clé dans le dispositif américain sur le dossier afghan

---

À cet égard, le niveau de consultations entre Américains et Qataris sur les dossiers régionaux supplante clairement celui des échanges entre Qataris et Chinois sur les mêmes sujets. Doha a ainsi joué un rôle clé dans le dispositif américain sur le dossier afghan. De nombreux cycles de négociations entre Américains et Talibans se sont déroulés à Doha, et c'est dans la capitale qatarie que l'accord de paix a été signé en février 2020. Après la prise de Kaboul en août dernier par les Talibans, la base aérienne d'Al Udeid s'est également révélée cruciale pour organiser l'évacuation de plus de 40 000 membres du personnel américain en Afghanistan.

Au-delà des États-Unis, Doha a aussi signé début 2018 avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), un accord de sécurité portant sur l'échange de données classifiées – accord technique prévu de longue date et sans véritable portée politique, mais que les Qataris avaient jusqu'ici tardé à signer. Le ministre d'État pour la Défense, Khaled Al Attiyah, en a profité pour affirmer que l'ambition du Qatar est désormais de « devenir membre de l'OTAN<sup>10</sup> ». La déclaration a suscité une certaine perplexité parmi les responsables de l'organisation, qui se sont trouvés forcés de rappeler l'impossibilité d'un tel scénario, mais qu'importe, le message était clair : le Qatar entend se présenter comme un allié incontournable du camp occidental dans la région.

---

10. B. Gerdziunas, « NATO Dashes Membership Hopes of Qatar », *Politico*, 6 juin 2018, disponible sur : [www.politico.eu](http://www.politico.eu).

Par ailleurs, alors que les commentateurs s'attardent sur la poursuite du désengagement américain de la région, Doha propose à Washington de prendre à sa charge d'importants travaux d'expansion de la base d'Al Udeid, estimés à 1,8 milliards de dollars ; encore une façon de mieux signaler la ferme intention qatarie de rester l'interlocuteur privilégié du département de la Défense américaine dans la région<sup>11</sup>. Dans la perspective d'une réduction des bases américaines dans la région, cette pérennisation du quartier régional américain au Qatar pourrait conférer un avantage majeur à Doha vis-à-vis de ses voisins (Koweït, Bahreïn, EAU) qui comptent tout autant maintenir la présence de Washington sur leur sol.

Enfin, la volonté qatarie de maintenir son ancrage dans l'orbite américaine est également visible dans le domaine des ventes d'armes, qui ont plus que jamais le statut de levier diplomatique. L'arrivée de Tamim en 2013 a été marquée par une bascule dans la répartition des importations d'armement, non pas au bénéfice de la Chine, mais largement vers les industriels de défense américains, qui contrôlent aujourd'hui près de 70 % du marché qatari. Selon le département d'État américain, les contrats militaires en cours d'exécution en 2021 avoisinent les 25 milliards de dollars – bien loin devant les achats de missiles chinois.

## Conclusion

L'examen de la politique qatarie vis-à-vis de la rivalité sino-américaine donne à voir une situation plus nuancée que ne le laisserait entendre une lecture rapide des grandes tendances géopolitiques. Certes la Chine est devenue un partenaire économique incontournable pour Doha, et sa part dans les échanges commerciaux de cet État du Golfe est amenée à grandir. Pour autant, cette expansion ne se traduit pas pour l'heure par un véritable rapprochement stratégique. Au contraire, les dernières années ont été marquées par un resserrement des liens, non pas avec Pékin, mais avec Washington, particulièrement en raison des retombées du blocus subi par le Qatar entre juin 2017 et janvier 2021. On est donc loin de l'idée d'une bascule qatarie vers la Chine.

À l'échelle régionale, le pays se distingue ainsi de ses voisins saoudien et émirien, qui se sont beaucoup plus avancés sur leur coopération avec Pékin, notamment dans le domaine de la sécurité et de la défense. Les EAU, en particulier, en font les frais depuis l'automne 2020 : alors qu'Abou Dhabi espère obtenir l'autorisation d'achat de l'avion de combat F-35, le département de la Défense et certains membres du Congrès américain ont exigé des clarifications sur la coopération militaire sino-émirienne<sup>12</sup>. Ces tensions soudaines ont conduit Anwar Gargash, conseiller spécial auprès du président des EAU, à s'inquiéter lors de la dernière édition de la World Policy Conference du climat de « guerre froide » qui se mettrait en place<sup>13</sup>.

---

11. K. Katzman, « Qatar: Governance, Security, and U.S. Policy », Congressional Research Service, 27 août 2021, p. 15, disponible sur : <https://sgp.fas.org>.

12. Office of the Secretary of Defense, « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China », septembre 2020 ; J. Gould, « US Senators Propose Roadblock for F-35 Sale to UAE », *Defense News*, 17 avril 2021.

13. Z. Fattah, « Top UAE Official Warns on Risk of "Cold War" Between China, US », *Bloomberg*, 2 octobre 2021.



Ce contraste entre les politiques du Qatar et ses voisins souligne aussi l'absence de coordination entre membres du CCEAG sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la compétition sino-américaine. Ces différences d'approche entre monarchies du Golfe sont nourries par la rivalité historique entre les familles régnantes de ces pays et la méfiance qui en découle pour tout ce qui s'apparenterait à une politique commune. En tout état de cause, les stratégies du Golfe vis-à-vis de Pékin et Washington seront amenées à évoluer. Elles dépendront en partie des arbitrages en cours aux États-Unis sur le niveau futur d'engagement américain au Moyen-Orient et les conditions que celui-ci impliquera pour les partenaires locaux, concernant leur coopération avec la Chine.

La capacité du Qatar, comme de l'ensemble du CCEAG, à jouer sa propre carte dans ces rapports de force façonnera également les arrangements futurs entre la péninsule arabique et les grandes puissances. Elle pourrait, aussi, déterminer les relations entre les pays du Golfe eux-mêmes.

---

**Jean-Loup Samaan** est Senior Research Fellow au Middle East Institute de la National University of Singapore et chercheur associé au programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Ifri.

**Comment citer cette publication :**

Jean-Loup Samaan, « Le Qatar face à la rivalité sino-américaine : les dilemmes d'une monarchie du Golfe », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 9 novembre 2021.

ISBN : 979-10-373-0439-1

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : Le président chinois, Xi Jinping et l'émir du Qatar, le Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani.

© Montage réalisé par l'Ifri d'après des photos de Shutterstock.com.



27 rue de la Procession  
75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)

